

mondiale la tenue d'élections démocratiques en Pologne, constitue un pas important vers la réconciliation nationale.

Cet accord constitue une véritable réussite pour le prix Nobel Lech Walesa et pour le mouvement Solidarité. Ils font preuve d'un courage énorme depuis plusieurs années et leur réussite me réjouit grandement.

Les événements de Pologne font pendant à d'autres changements survenus en Europe de l'Est et en Union soviétique dont le gouvernement canadien n'a pas encore tenu compte adéquatement dans son analyse des relations Est-Ouest. Nous invitons le gouvernement canadien à examiner la situation d'un oeil nouveau.

* * *

LA CROIX ROUGE

L'AIDE AUX VICTIMES DU TREMBLEMENT DE TERRE EN ARMÉNIE

M. Bill Attewell (Markham): Monsieur le Président, je me suis rendu en Arménie soviétique la semaine dernière, en compagnie de trois dirigeants de la communauté arménienne du Canada. Je voudrais louer la Croix-Rouge pour l'aide essentielle qu'elle a apportée à la suite de la catastrophe du 7 décembre 1989 dont le bilan officiel varie entre 50 000 et 100 000 morts.

Nous avons visité plusieurs régions, notamment la ville de Spitak qui a été complètement détruite. Sur les 50 000 personnes qui vivaient là, 20 000 environ ont péri.

Le gouvernement canadien a versé une somme de 5 millions de dollars par le biais de la Croix-Rouge et les Canadiens ont donné des vêtements et des fournitures médicales outre l'aide apportée sous d'autres formes pour une somme de près de 10 millions de dollars au total.

Les besoins les plus criants à l'heure actuelle sont dans le domaine du logement. En effet, 500 000 Arméniens soviétiques sont sans abri. Beaucoup vivent dans des tentes et des huttes. Nous ne sommes qu'à six mois de l'hiver et j'exhorte donc le gouvernement et les Canadiens à apporter une aide accrue.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE LIBAN—ON RÉCLAME LE RETRAIT DES TROUPES ÉTRANGÈRES

M. Mac Harb (Ottawa—Centre): Monsieur le Président, aujourd'hui, je demande qu'on mette un terme aux souffrances au Liban. Cela fait maintenant 15 ans que ses habitants sont victimes de la guerre, de la destruction, de la violence et de la terreur.

Article 31 du Règlement

La guerre civile a éclaté, et une fois de plus, on assiste aux effets de l'occupation par des forces militaires étrangères de ce pays déjà dévasté.

J'exhorte donc le gouvernement canadien à continuer à donner l'exemple pour ce qui est du maintien de la paix, en réclamant avec insistance le retrait de toutes les troupes étrangères qui occupent à l'heure actuelle le Liban, à l'exception des forces des Nations Unies.

[Français]

Les Libanais, comme tous les autres peuples, devraient avoir le droit à l'indépendance culturelle et à l'autodétermination sans influence extérieure. Le temps est venu de mettre fin à la tuerie!

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LE PROJET DE LOI C-74—L'IMPORTANCE DE LA MISE EN VIGUEUR DE LA RÉGLEMENTATION

M. Denis Pronovost (Saint-Maurice): Monsieur le Président, pour la deuxième fois en moins de trois mois, l'usine de pâtes et papiers Belgo de Shawinigan est à l'origine d'un déversement toxique majeur dans la rivière Saint-Maurice.

Cette usine, monsieur le Président, est identifiée comme l'une des plus polluantes dans tout le pays.

En mai 1988, le Parlement a adopté le projet de loi C-74 sur la protection de l'environnement. J'encourage aujourd'hui le ministre à mettre en vigueur le plus rapidement possible la réglementation pour que cette loi soit vraiment opérationnelle. Il est temps que les grandes entreprises récalcitrantes soient mises au pas. Il est aussi de notre devoir d'agir en conséquence. C'est précisément à cette tâche que le gouvernement s'attaquera au cours des prochaines semaines avec un engagement ferme sur cette question.

* * *

[Traduction]

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

ON DEMANDE LA NOMINATION D'UNE COMMISSION ROYALE

M. Len Taylor (The Battlefords—Meadow Lake): Monsieur le Président, le ministre responsable des Postes canadiennes a reçu aujourd'hui une lettre du Syndicat des postiers dans laquelle on cite des cas de harcèlement à l'endroit des employés et on relève de graves lacunes dans le système postal.

Dans cette lettre, le syndicat réclame une Commission royale d'enquête sur les méthodes de gestion, ainsi que l'accessibilité et la qualité du service à la Société canadienne des Postes.

Mes collègues néo-démocrates et moi-même, monsieur le Président, connaissons fort bien les problèmes